

RASSEMBLEMENT NATIONAL

DOUBLE LANGAGE

FAUX VISAGE

**SALAIRE - POUVOIR D'ACHAT :
LA GRANDE MYSTIFICATION**



Salaire - Pouvoir d'achat : la grande mystification

L'affrontement rhétorique entre les politiques fait rage pour séduire les plus modestes. On parle d'augmentation des salaires, d'augmentation du pouvoir d'achat..., sans jamais se poser la question de ce qui se cache derrière la surenchère verbale.

En garant fidèle du capitalisme, l'extrême droite s'est toujours positionnée aux côtés du patronat. Pour cela, elle s'est toujours opposée à l'augmentation des salaires. Mais face aux salaires qui stagnent et à l'inflation qui enfle, le RN n'a pas d'autre choix que de tenter de donner le change, faisant croire qu'il œuvre pour les plus précaires, tout en épargnant le patronat.

Salaire et pouvoir d'achat

Pour arriver à ses fins, le RN, tout comme ses complices du gouvernement et de la droite en général, joue sur les mots : **salaire** versus **pouvoir d'achat**.

Le pouvoir d'achat correspond à la quantité de biens et de services qu'un revenu permet d'acheter. Il regroupe sans distinction salaire, primes, prestations sociales, et même le solde de votre carte fidélité au supermarché du coin ! Le pouvoir d'achat dépend directement du rapport entre le revenu et le niveau des prix. **Accepter la notion de pouvoir d'achat, c'est accepter que les revenus n'évoluent que lorsque les prix augmentent.**

Le salaire, quant à lui, est la rémunération d'une force de travail doublée d'une qualification. Il valorise un travail et prend en compte la formation initiale du salarié ainsi que son expérience. Et surtout, il ouvre droit aux prestations sociales, via les cotisations à la Sécurité sociale. Il permet ainsi d'affronter les aléas de la vie comme la maladie, l'invalidité, le chômage, et de prétendre à une retraite pour vivre dignement.



C'est donc bien de la hausse des salaires dont nous avons besoin, et pas du versement de primes aléatoires, qui augmente temporairement le pouvoir d'achat, mais ne répond pas aux besoins des salariés au-delà du court terme.

Le RN, valet du capital contre la hausse des salaires

Le RN, lui, ne veut pas de l'augmentation des salaires, il préfère parler de pouvoir d'achat. [Il est défavorable à la hausse du SMIC](#), prétextant que « Cela entraîne une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays ». Alors que le CAC40 affiche une prospérité jamais atteinte.

Alors en toute logique, le 20 juillet 2022, [les élus RN ont voté contre l'augmentation du SMIC à 1500 euros](#) net mensuel. **Elle est loin l'année 2012, quand Marine Le Pen revendiquait l'augmentation du SMIC** dans un communiqué de presse (toujours visible sur le site du RN) après une légère augmentation du RSA (+1.67%) : « Si le RSA augmente, alors le SMIC aussi doit augmenter, parce que le travail doit payer. » Rien de moins. **Le RN se place une nouvelle fois aux côtés du gouvernement et des intérêts du patronat.**

En janvier 2022, en campagne devant un groupement patronal, Marine Le Pen était on ne peut plus claire : « Je ne souhaite pas augmenter le SMIC. On ne peut pas », prenant pour prétexte la sauvegarde des PME et TPE qui ont « la tête sous l'eau ». Tant pis pour les salariés qui ont tellement « la tête sous l'eau » qu'ils sont à deux doigts de la noyade. **Mais surtout, relever le SMIC risquerait de tirer les salaires vers le haut et ça, le RN n'en veut pas. Le message a été bien reçu, le patronat peut dormir sur ses deux oreilles.**

Et pour que ce soit clair pour tout le monde, le 20 juillet 2022 sur le fameux « *paquet pouvoir d'achat* » proposé par le gouvernement Macron, **Marine Le Pen confirmait son allégeance** au libéralisme devant l'Assemblée nationale, en déclarant au gouvernement « [Nous voterons l'essentiel des mesures que vous proposez](#) ». Un accord de fond qui ne date pas d'hier. Tous ensemble contre la hausse des salaires !

Alors quelle est la solution du RN à la pauvreté qui augmente ?

[Baisser la TVA sur l'énergie](#), ainsi que sur [un panier de 100 produits alimentaires](#). **Une manière de donner le change aux citoyens, sans toucher aux profits de la grande distribution ni à ceux des multinationales de l'énergie.** Et en passant, cette baisse bénéficierait à la totalité de la population, alors qu'elle est annoncée à l'attention des plus précaires.

Mais la baisse de la TVA poserait plusieurs problèmes :

- Sans contrôle des prix, c'est-à-dire sans contrainte pour les distributeurs, rien ne garantit que cette baisse de la TVA aurait pour effet de baisser les prix. Les distributeurs pourront afficher les mêmes prix et ainsi augmenter leurs marges.

→ La baisse de la TVA aurait pour effet mécanique la baisse des recettes publiques, donc l'augmentation de la dette publique, et entraînerait par conséquent une baisse des dépenses publiques, soit le financement de nos services publics.

Finalement ce seront les distributeurs qui se retrouveraient favorisés et les plus modestes à nouveau lésés.

Dans une tribune aux « Echos » en 2021, Marine Le Pen tentait encore de brouiller les pistes : « *Chacun le sait, je suis favorable à une hausse des salaires, trop longtemps empêchée par une immigration qui les a sans cesse tirés vers le bas* ». **Le RN n'en est plus à une énormité près :** même la stagnation des salaires est prétexte à ramener à l'immigration ! La responsabilité des entreprises en particulier, et du capitalisme en général, n'est surtout pas évoquée.

La même année sur BFM, [Marine Le Pen allait encore plus loin](#) : « *Ma manière d'augmenter les salaires, c'est d'arrêter l'immigration clandestine et le travail détaché* », s'appuyant sur l'exemple de la Grande Bretagne qui a vu ses salaires augmenter en moyenne de 8% depuis le Brexit. Mais M. Le Pen se garde bien de rappeler que [ces chiffres ont été calculés dans un contexte particulier](#), alors que les travailleurs européens quittaient le pays le temps d'obtenir un visa, et que les emplois les moins bien rémunérés avaient été les plus affectés par la crise du covid. **Tous ces éléments rendent ces statistiques vides de sens.**

Augmenter le salaire net, en baissant le salaire brut...

Plus sérieusement, ce que veut le RN, **c'est donner l'illusion de travailler pour une hausse des salaires, sans pour autant exiger quoi que ce soit du patronat...** Le tour de passe-passe consiste donc **amputer le salaire de ses cotisations sociales, donc baisser le salaire brut.**

En janvier 2023, [le RN présentait son projet de loi à l'Assemblée Nationale](#), « *visant à favoriser et inciter les entreprises à augmenter les salaires nets de 10 % en exonérant les hausses de cotisations sociales, pour tous les salaires jusqu'à trois fois le Smic, c'est-à-dire 90% des salariés* ».

Donc la solution miracle du RN, c'est la baisse des cotisations pour alléger les « charges » des entreprises, en se basant sur le volontariat! Le même remède que celui appliqué par les

gouvernements de ces 40 dernières années, qui représente aujourd'hui plus de

60 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales chaque année, avec le résultat que l'on connaît... Mêmes causes, même résultat!

Car sur le gâteau, ce sont les salariés qui se paieront leur « *augmentation de salaire* », puisque cette prétendue augmentation se nourrira de la baisse de leurs droits à la Sécurité sociale !

Et en mémoire des concerts de casseroles à 20 heures pendant le confinement, le RN prône l'augmentation des salaires des enseignants ainsi que ceux des personnels soignants, sans jamais chiffrer cette augmentation, mais [en supprimant 10% des postes administratifs à l'hôpital](#). **L'histoire ne dit pas si les infirmiers auront droit à une formation de secrétaire.**

Depuis sa prise de pouvoir, sous couvert du barrage à l'extrême droite, la présidence de la république n'a fait que promouvoir une politique néolibérale agressive. La largesse des cadeaux aux entreprises ne fait que renforcer le sentiment d'exclusion des salariés quand on met en exergue la croissance des dividendes et l'augmentation de la précarité.

C'est dans ce contexte que se renforce une extrême droite « salvatrice » qui prétend redonner du pouvoir d'achat au peuple et appelle à rêver à la lune, s'adressant par pure démagogie à ceux qui attendent des solutions immédiates et qui s'accrochent à toute solution leur permettant d'entrevoir le bout du tunnel.

Construire une société avec comme fondement le libéralisme, renvoie à l'individualisme, c'est-à-dire à nier la conception collective de notre société et affaiblir notre système social construit sur la base du programme du Conseil National de la Résistance.

La lutte sur les salaires doit viser ceux qui accaparent les profits, ceux qui font du capitalisme un dogme.

Parce que seul le salaire rémunère le travail, la FTM CGT revendique :

- La hausse généralisée des salaires, avec un SMIC à 2000€ bruts
- L'indexation de tous les salaires sur le SMIC et sur l'inflation
- La conditionnalité des aides publiques accordées aux entreprises ainsi que des exonérations de cotisations sociales
- Le rattrapage des inégalités salariales entre les hommes et les femmes
- La revalorisation des grilles de salaires de l'ensemble des catégories professionnelles

